



---

## **CONFERENCE DE PRESSE HEBDOMADAIRE DE LA MINUSCA**

### **Mercredi, 20 mars 2024**

#### **Intervenant**

- Bara DIENG, Chef du bureau de la MINUSCA pour la région de Fertit
- Evariste Binguendji, Préfet de la Haute-Kotto

#### **CHEF DU BUREAU DE LA MINUSCA**

● Il y'a un an, j'avais partagé ce cadre avec vous pour échanger sur la situation de la Préfecture de la Haute-Koto, et surtout la transformation qualitative qu'elle était entrain de subir. Je me réjouis aujourd'hui d'affirmer que cette transformation qui est le fruit d'une collaboration multiforme de divers acteurs aussi bien à Bria que dans d'autres localités de la préfecture, se poursuit. C'est le moment pour moi de renouveler mes remerciements à cette brave et entreprenante population de la Haute-Kotto, au Préfet qui est toujours présent là où le devoir l'appelle, à toutes les autorités locales, à la société civile et aux forces vives soucieuses de paix, réconciliation et de développement de la région.

Vous vous rappelez certainement notre Stratégie Régionale de Protection des Civils lancée le 7 juin 2022 par la Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations unies et le Ministre d'Etat chargé du Suivi de l'APPR et du DDR en présence d'une forte délégation de hautes autorités centrafricaines. Cette stratégie a culminé sur le lancement du programme pilote de stabilisation en RCA à l'occasion duquel la population de Sam-Ouganda a vu et accueilli pour la première fois le Premier Ministre et Chef du Gouvernement de la RCA, Félix Moloua. Une telle présence consacrait définitivement la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette contrée longtemps soumise au joug terrifiant de groupes armés de tout genre.

Aujourd'hui, en plus de Sam-Ouandja, la MINUSCA et l'Etat sont présents à Ouadda et à Ouanda-Djalle, dans la Vakaga. Ce triangle extrêmement stratégique est devenu aujourd'hui le symbole parlant d'une collaboration multilatérale constructive et fructueuse entre le Gouvernement, les populations, la MINUSCA, les agences des Nations Unies, les ONG et autres acteurs de paix. La situation sécuritaire se normalise à pas de géants, malgré les défis que posent les éléments résiduels des groupes armés et la porosité de larges frontières internationales que partage ce triangle avec d'autres pays de la sous-région.

J'aimerais ici souligner aussi le rôle déterminant des populations locales dans les efforts entrepris dans ce triangle, et plus particulièrement dans le processus de paix. Si le statut de Sam-Ouandja comme « ville sans groupes armés » a pu tenir d'une façon ou d'une autre, c'est en partie grâce à la population. Cette population a expressément pris le parti de la paix conformément aux efforts nationaux du Gouvernement. Il a été créé à Sam-Ouandja un comité de paix regroupant certains notables de la zone. Ce comité a été très entreprenant dans la sensibilisation des éléments armés

résiduels et a su convaincre certains éléments armés à rendre leurs armes. Ces actions de sensibilisation et cette mobilisation ont été à la base de plusieurs missions d'appui de l'Unité d'Exécution du Programme National de DDR qui, en conséquence, a su mener des opérations de désarmement dans la zone. Ces actions communautaires ont émulé d'autres endroits comme Ouadda où certains de ces éléments sont retournés dans leurs communautés respectives et jouent parfois un rôle dans les sensibilisations du Comité de mise en oeuvre préfectoral (CMOP) de l'APPR. Dans ce même cadre et sur l'axe Irabanda, l'ancien leader des anti-balakas a participé à une mission conjointe MINUSCA-Préfecture dans l'axe, au cours de laquelle il a solennellement renoncé à la violence et appelé d'autres à faire de même et participer au développement de leur pays. Nous espérons que ce message continuera à être suivi par tous ceux qui pensent que leur salut se retrouverait dans la lutte armée. C'est le moment ici d'appeler les groupes armés à rejoindre le processus DDR en sachant que le PNDDR peut les aider à épargner les populations de leurs violences et à participer positivement et activement à la reconstruction de leurs communautés et de leur pays.

Mesdames, messieurs les journalistes, chers auditeurs,

La protection des civils est du devoir de tous. Ce n'est pas l'apanage exclusif du Gouvernement ou de la MINUSCA. Une simple action ou parole positive peut sauver des vies, protéger des populations. Par contre, une action ou une parole malencontreuse, porteuse de haine et de violence, peut être une menace pour tous. Les discours de haine qui continuent malheureusement de représenter un défi dans les efforts de paix ainsi que la désinformation, la manipulation et l'intoxication doivent cesser.

Dans ce cadre, nous avons initié avec les autorités des missions de longue portée vers des populations et des localités isolées de la Préfecture pour sensibiliser, pour réconcilier et pour expliquer la valeur-ajoutée de la paix. Ces missions nous ont conduit à Mbeti, Balenguere, Kouzinendji, Dekoa, Gbaidou, Gbali, Mouka, entre autres. Nous avons parlé avec les populations de Sans-Soucis, de Damalango, de Kouï-Nalo, etc. La semaine prochaine, nous nous rendrons à Iramou, de Issa Mazengue, de Daba, de Awalawa, de Mbiyie, de Ngui, de Ngoulia, de Yalinga. C'est cela la protection des civils que nous faisons dans la Haute-Kotto.

Parallèlement à cet engagement avec toutes les couches de la population, la MINUSCA met en œuvre sa posture robuste et préventive évoquée par la Représentante spéciale pour protéger la population et renforcer la sécurité, en appui aux Gouvernements. La Force et la Police de la MINUSCA mènent des patrouilles. Les FACA, les FSI font de même. Les fonctionnaires qui sont à 96% déployés font de même, rendent le service à la population malgré les défis.

La MINUSCA, telle qu'instruite par la Représentante spéciale, a construit des ponts ; presque une vingtaine de ponts sont opérationnels sur les axes Irabanda et Yalinga. Nous avons lancé un projet et je m'en réjouis de la participation active des populations qui nous ont demandé des outils pour réparer elles-mêmes les routes et les environnements immédiats. La population est consciente qu'avec la route, l'intervention en cas de menace peut être plus rapide et que l'accessibilité est un élément déterminant de la protection des civils. Cet élan communautaire de participation aux efforts de paix est à saluer et à soutenir. La MINUSCA a offert à ces communautés des moto

tricycles pour favoriser le transport des biens et de personnes surtout malades qui jusqu'ici regagnaient l'hôpital de Bria par des moyens de transport assez rudimentaires.

Je termine mon propos en remerciant le leadership féminin de la Haute-Kotto. Ces femmes sont entreprenantes et courageuses. Elles sont sur le terrain ; elles travaillent et elles forment. La preuve, le 8 mars dernier, une forte délégation de femmes de Bria s'est déplacée avec le Préfet, la MINUSCA, le PNUD et l'OIM pour aller célébrer la Fête des Femmes à Aigbando. C'était inédit et le faisant, elles renforcent les capacités locales d'autres femmes. Ce leadership est à encourager. Les femmes peuvent gérer et réussir. Elles ont donné la preuve. Et dans le cadre des prochaines échéances électorales, j'ose espérer qu'un leadership formel et électif émergera au sein de la population féminine de la Haute-Kotto. Bien entendu, je remercie également les autorités préfectorales et sous-préfectorales, les institutions et organisations de la Haute-Kotto qui participent aussi à tous ces efforts pour aider leurs populations.

## **PREFET DE LA HAUTE-KOTTO**

Bonjour Vladimir. Bonjour à tous ceux qui sont autour de vous. Bonjour à mes collaborateurs qui sont autour de moi, ainsi que les auditeurs de Radio Guira.

Je crois que le chef de bureau a fait le tour de tout ce que nous avons eu à faire ensemble ici. Je n'ai pas besoin de revenir là-dessus, mais c'est pour vous dire que, je crois qu'il y a un ou deux ans de cela, on a tenu ce genre de conférence de presse avec vous et il y avait beaucoup de problèmes dans la Haute-Kotto. Maintenant, je peux vous rassurer qu'avec les efforts que nous avons eu à déployer ensemble, nous avons relevé beaucoup de défis.

Le chef de bureau vous parlait de la protection du triangle Nord-Est qui a été lancée officiellement par la SRSG ici à Bria, je crois que dans ce sens, nous avons beaucoup travaillé et nous avons tendu la main aux autres partenaires et voilà que le PNUD est maintenant à côté de la MINUSCA pour nous appuyer. Et Ouandja-Kotto est devenue une ville de référence. Si vous arrivez là-bas, vous allez voir que l'état de Ouandja-Kotto n'est pas l'état de Ouandja-Kotto d'il y a un an.

Ensemble nous avons mis en place un programme de tournée dans toute la zone qu'on est en train de faire chaque saison sèche, parce que pendant la saison pluvieuse les routes sont impraticables. Et donc chaque saison on a mis en place un programme de tournée avec l'appui de la MINUSCA pour sillonner toute la préfecture. Donc, nous avons déjà fait beaucoup de localités. Nous nous apprêtons à aller à Yalinga ensuite vers Ouadda et Ouandja-Kotto.

Le défi est énorme, c'est vrai, mais avec les efforts de tout un chacun, nous arrivons quand même à nous stabiliser. Mais dans tout ce que nous avons fait comme tournée, je crois que la population parle beaucoup plus de problèmes de sécurité, de routes, d'éducation, de santé et d'eau potable. Je crois que ce sont des problèmes majeurs qui reviennent un peu partout là où nous allons. Mais comme on fait des tournages avec des partenaires et quelques ONG, ils prennent ça en compte. Et je crois que dans les jours qui viennent, il y aura un début de solution.

Je voulais aussi parler sur le volet protection des civils de la MINUSCA, parce que c'est vrai que la MINUSCA a beaucoup fait pour le redéploiement de l'autorité de l'État, l'appui aux différentes entités, la réhabilitation de quelques bâtiments de l'État pour habiter des fonctionnaires. Je crois que dans ce sens la MINUSCA a beaucoup fait. Les relations entre la MINUSCA et l'administration sont au beau fixe. Il n'y a pas de problème à ce niveau.

Et le problème de protection des civils, jusque-là on continue d'abattre les gens dans les villes, par exemple, le Ouandja-Kotto, Ouadda et récemment, à Aïgbando. Nous étions partis pour la Journée internationale de la femme le 8 mars, on a quitté Aïgbando le 9 pour revenir à Bria et après nous, on a abattu quelqu'un dans la ville. On est venu l'abattre la nuit pour partir. Et donc c'est ça maintenant le défi. C'est vrai que là où la MINUSCA est, j'avais échangé avec la Représentante spéciale pour qu'en principe, là où se trouve la base de la MINUSCA, les bandits ne peuvent pas continuer à commettre des forfaits autour de la base. À Aïgbando, je crois que vous avez écouté à peu près un an de cela, on a tué des gendarmes juste à côté de la base. Et récemment, on m'apprend qu'on a encore abattu quelqu'un dans la ville. C'est ce niveau-là aussi que je voulais qu'on puisse vraiment revoir. Il faut que la MINUSCA protège réellement les civils.

Les bandits sont là, ils rodent dans la ville, ils sont identifiés, mais apparemment, le mandat ne permet pas d'arrêter quelqu'un qui est sans arme, alors qu'ils sont connus. Quand ils sortent au marché, on les voit, on les reconnaît, mais on ne peut pas les prendre, on brandit le mandat, que le mandat leur demande de ne pas prendre quelqu'un qui est sans arme. Je ne peux pas accuser la MINUSCA d'ici, mais c'est un problème de mandat. C'est pourquoi je dis qu'il faut revoir ce mandat-là. Il faut donner la latitude aux éléments de la MINUSCA qui sont dans la lutte de protéger réellement la population. Et le problème d'interprétation est là aussi.

Je crois qu'il y a aussi la part du Gouvernement pour envoyer les FSI, parce que ça, c'est le travail des FSI. On est en train de voir pour pouvoir régler cela. Je crois que pour l'instant c'est le défi qui me prend à cœur, mais en gros, avec tout ce qu'on est en train de faire, je crois que ça promet, l'avenir promet. Si vraiment on pouvait régler ce problème-là en trois mois. On ne peut pas continuer de parler de bandits dans la Haute-Kotto, parce qu'on ne peut pas raisonner en termes de groupes armés. Il y a eu plusieurs fois des désarmements, les groupes armés n'existent pas. Mais la CPC qui est créée, c'est un groupe de bandits, parce que la CPC n'est pas prise en compte par l'APPR. Nous on considère que c'est un groupe de bandits et ce sont eux qui continuent de commettre des forfaits dans les sous-préfectures. Donc, vraiment, si on pouvait régler ce problème-là, on va mettre la population à l'abri de ces groupes armés-là et la vie va reprendre normalement.

Je crois que c'est ce que j'ai à ajouter. Il y a le Président de Tribunal, le Président de la Jeunesse et l'OFCA qui sont là. S'il y a des questions, on est à votre disposition.

Je vous remercie.

© MINUSCA 2024